



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle  
et de l'appui territorial

Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2024- 08 - 27 - 00002

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**SAS GRUEL FAYER**

14 rue de la Rouyardière

CS 93801 – Chateaubourg

35538 NOYAL-SUR-VILAINE CEDEX

stockage de produits inflammables au sein d'un entrepôt logistique de produits d'agrofourniture,  
ZA de Lauzard – 82370 LABASTIDE-SAINT-PIERRE

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

Le préfet de Tarn-et-Garonne,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** les décrets modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 25 juin 2014 modifié autorisant la SAS GRUEL FAYER à exploiter sur le territoire de la commune de Labastide-Saint-Pierre un entrepôt logistique de stockage de semences et produits agropharmaceutiques et industriels ;

**Vu** le courrier préfectoral du 19 juillet 2017 mettant à jour le classement du site suite aux évolutions de la nomenclature ;

**Vu** le dossier de « porter à connaissance » transmis le 7 mai 2024 relatif au projet de stockage de produits solides inflammables, et complété par courriel le 5 août 2024 ;

**Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 8 août 2024 ;

**Vu** le projet d'arrêté complémentaire porté le 14 août 2024 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** la réponse du demandeur transmise par courrier postal du 22 août 2024 ;

**Considérant** que le projet d'adaptation susvisé ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet d'adaptation susvisé (stockage de produits inflammables) ne constitue pas une nouvelle activité au sein de l'entrepôt exploité par la SAS GRUEL FAYER ;

**Considérant** que l'intégration des 400 tonnes de solides inflammables ne viendra pas augmenter la quantité totale de 800 tonnes stockables au sein des cellules 1 et 2, qui ont une capacité structurelle de stockage établie à 800 tonnes ;

**Considérant** que le projet susvisé entraîne une modification du classement de l'installation au titre de la nomenclature des ICPE ;

**Considérant** que les modélisations d'incendies actuelles sur les cellules 1 et 2 couvrent d'ores et déjà les potentiels effets liés aux solides inflammables ;

**Considérant** que le projet susvisé n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet susvisé ne constitue donc pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il convient d'actualiser le tableau des activités de l'établissement ;

**Considérant** qu'il n'est pas nécessaire de soumettre ce projet d'arrêté à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'exploitant, la SAS GRUEL FAYER dont le siège social est situé, 14 rue de la Rouyardière, CS 93801 – Chateaubourg, 35538 NOYAL-SUR-VILAINE CEDEX, est tenu de respecter les prescriptions du présent arrêté relatif à l'entrepôt logistique qu'elle exploite, ZA de Lauzard – 82370 LABASTIDE-SAINT-PIERRE.

**ARTICLE 2** : Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 est modifié et est remplacé par le tableau suivant :

	<b>Désignation et références des installations</b>	<b>V</b>		
	<b>Volume des activités (*)</b>			
4110-1a	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 1 t • Quantité Seuil Bas : 5 t	10 t	-	A SSB
4110-2a	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg • Quantité Seuil Haut : 20 t	20 t	-	A SSH

4130-1a	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p>1. Substances et mélanges solides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 50 t</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Quantité Seuil Haut : 200 t</li> </ul>	500 t	-	A SSH
4130-2a	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Quantité Seuil Haut : 200 t</li> </ul>	400 t	-	A SSH
4140-1a	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>1. Substances et mélanges solides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 50 t</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Quantité Seuil Haut : 200 t</li> </ul>	500 t	-	A SSH
4140-2a	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Quantité Seuil Haut : 200 t</li> </ul>	400 t	-	A SSH
4150-1	<p>Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 t</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Quantité Seuil Haut : 200 t</li> </ul>	330 t	-	A SSH
4510-1	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 100 t</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Quantité Seuil Haut : 200 t</li> </ul>	4 230 t	-	A SSH
4511-1	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Quantité Seuil Haut : 500 t</li> </ul>	1 030 t	-	A SSH
1450-1	<p>Solides inflammables (stockage ou emploi de)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 t</p>	400 t	800 t maximum	A

4331-2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	700 t	pour les rubriques 1436 / 1450 / 4331 - Stockage dans les cellules 1 et 2	E
1436-2	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93 °C (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	100 t		DC
4120-1b	Toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	10 t	-	D
4120-2a	Toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	20 t	-	A
1510-2.b	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 2. Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 300 000 m <sup>3</sup>	57 370 m <sup>3</sup>	-	E
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R,511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant : 2. Inférieure à 1t	0,9 t	-	DC
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	150 kW	-	D

SSH : Seveso Seuil Haut, SSB : Seveso Seuil Bas, A : Autorisation, E : Enregistrement, DC : Déclaration Contrôlée, D : Déclaration

**ARTICLE 3 :** Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**ARTICLE 4 :** L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn-et-Garonne, pendant une durée minimale de quatre mois.

**ARTICLE 5 :** La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Occitanie, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera communiquée à au maire de Labatide-Saint-Pierre et notifiée à la SAS GRUEL FAYER.

Fait à Montauban, le **27 AOUT 2024**

Le préfet

Pour le préfet,  
La secrétaire générale,



Edwige DARRACQ

#### Délais et voies de recours

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE – Tél : 05.62.73.57.57) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télé-recours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP10779 – 82000 MONTAUBAN. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit y être jointe ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et de la Cohésion des Territoires – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 LA DEFENSE. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit y être jointe.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours (excepté par télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.